

J'ai dit que j'allais créer deux groupes de travail. Le second, constitué de cadres supérieurs du secteur privé, entreprend une tâche très importante. Ses membres représentent un large éventail d'entreprises grandes et petites du secteur primaire et du secteur secondaire. Ce groupe a pour but d'aider les entreprises canadiennes à décrocher des marchés pour la réalisation des grands travaux industriels et énergétiques qui sont sur le point d'être mis en chantier au Canada. Il va travailler de concert avec les gouvernements fédéral et provinciaux, auxquels il présentera des recommandations.

Le pays va se lancer dans une série de très grands travaux d'un montant total de plusieurs milliards de dollars. Le tronçon canadien du pipe-line de l'Alaska n'en est qu'un, et il a déjà été mentionné dans ce débat. Monsieur l'Orateur, il représente 4.3 milliards en contrats d'études, de fourniture d'aciers et de produits de toutes sortes, allant des produits manufacturés aux produits alimentaires, sans compter les transports et autres services.

D'autres grands travaux en projet dans les secteurs des centrales électriques, de l'exploitation minière et forestière, des pétroles et de la pétrochimie vont justifier dans la prochaine décennie des contrats qui doivent dépasser en valeur les 50 milliards. Ces grands travaux peuvent réserver pour le Canada une grande majorité de contrats, avec les emplois qui vont en découler dans le grand Nord, sur la côte ouest, dans les Prairies, dans le Canada central et dans le Canada atlantique. Ils vont constituer d'importants débouchés pour l'industrie canadienne. Il faut que nos concepteurs, nos ingénieurs, nos consultants, nos fournisseurs de services, nos fabricants et nos aciéries décrochent la majorité des contrats faisant appel à la concurrence.

Sans ordonner par ukase l'adjudication des marchés, sans intervenir d'une façon qui contrevienne aux pratiques internationales et qui risquerait de nous attirer de graves ennuis avec nos partenaires commerciaux, la ligne zéro c'est qu'il faut que la plus grande part des avantages industriels aillent aux Canadiens. C'est important au plan des contrats immédiats et des emplois qu'ils entraînent. C'est également important au plan de la technologie nouvelle et des qualifications nouvelles, c'est important pour le potentiel de constitution de consortiums efficaces qui puissent s'attaquer à de grands travaux complexes. Tout cela est nécessaire si nous voulons que les Canadiens réussissent dans ces appels à la concurrence.

Le groupe de travail des 25 cadres d'entreprises et dirigeants syndicaux appelés à collaborer avec les gouvernements provinciaux et fédéral est chargé de définir les moyens propres à assurer que nous décrochions ces contrats et ces emplois. Il découvrira et fera connaître d'avance les marchés à venir, pour que les entreprises canadiennes puissent s'y préparer. Il doit présenter des recommandations au gouvernement en matière d'approvisionnements. Il va recommander des politiques de nature à favoriser l'objectif. Il va chercher les modalités suivant lesquelles des entreprises pourront grouper leurs compétences techniques et leurs possibilités pour se mesurer à de nouveaux défis de plus grande envergure.

De temps en temps des députés se plaignent qu'il y a trop d'importation de produits ouvrés. Ils demandent ce que fait le gouvernement à ce sujet. Ce groupe de travail examinera la situation et verra à encourager le secteur de fabrication canadien à mieux répondre à la demande, et augmenter les réserves

### *Développement économique*

d'acier, de génératrices d'électricité et autre matériel qui sera nécessaire à la réalisation des vastes projets qui seront mis en route entre maintenant et l'an 2000. L'autre groupe de travail a été créé, bien entendu, pour répondre aux défis du commerce mondial. Ainsi nous appuyons l'industrie canadienne sur les marchés intérieur et extérieur.

Je suis heureux que la Corporation commerciale canadienne soit à présent rattachée au ministère de l'Industrie et du Commerce, comme elle le devait tout naturellement. Je crois qu'elle peut jouer un rôle dynamique en aidant le secteur privé à chercher des contrats auprès des gouvernements étrangers. Il est normal qu'elle relève de mon ministère; si bien que le remaniement récent, loin d'avoir fait perdre du pouvoir à mon ministère l'a, en fait, enrichi. On ne s'en rend pas suffisamment compte, et nos vis-à-vis semblent aussi l'oublier alors que nous fournissons 3.7 milliards de dollars d'appui à l'industrie canadienne, dont les trois quarts sont destinés à encourager les exportations canadiennes.

Des députés se demandent ce que j'ai fait cette année. Le crédit du programme d'expansion des entreprises a été doublé et le plafond des garanties des prêts de ce programme a été relevé de 350 millions à un milliard de dollars. Dans toutes les provinces, nous avons constitué des commissions consultatives pour être sûrs que la petite et la grosse industrie connaissent bien les programmes d'aide mis à leur disposition. Les députés auront peut-être remarqué dans les journaux d'aujourd'hui un avis annonçant que le Conseil prêterait de l'argent pour établir des relations commerciales bilatérales entre la Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique.

**M. Forrestall:** En échange de quoi?

**M. Horner:** Je crois que c'est un excellent projet. Si le député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall) n'aime pas cela, qu'il le dise.

● (2152)

**M. Forrestall:** Je le dirai.

**M. Horner:** Je me réjouis que mon ministère puisse aider l'industrie de l'acier. La Société pour l'expansion des exportations a vu ses fonds de financement passer de 9 à 26 milliards. Personne de l'autre côté n'a jugé la chose valable. Ils s'en sont plaints amèrement, retardant la mesure pendant un mois. D'après eux, ce serait la ruine du Canada. Ils ne faisaient pas confiance à ceux à qui l'argent serait prêté.

**M. Forrestall:** Foutaise!

**M. Horner:** Lisez les discours! La Banque fédérale de développement a été très active l'an dernier. Le mois dernier, elle a accru de près de 61 millions les sommes à prêter aux entreprises canadiennes. Elle a prêté environ 25 p. 100 de ces fonds à l'industrie manufacturière, 25 p. 100 à l'industrie touristique et près de 25 p. 100 aux commerces de gros et de détail et à d'autres secteurs. Elle aide beaucoup l'entreprise. Elle a sensiblement accru ses prêts. La Banque fédérale de développement est la plus grande source de capitaux de risque au Canada.

**M. Forrestall:** La main gauche ignore ce que fait la main droite.

**M. Horner:** Je suis en train de vous exposer ce que nous faisons pour aider l'industrie canadienne. Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a cité des extraits de mes discours. Cela me fait bien plaisir que quelqu'un là-bas se donne la